



ONU

Sénégal Online

N° 367 du 29 Mars 2013

Dans ce numéro :

ONU : Ban ki-moon, mille jours pour tenir la promesse du Millénaire.	1-3
UNICEF : Education et Agenda Post 2015 : Après le défi de l'accès, cap sur l'équité et	4
OMS : Journée mondiale de lutte contre la tuberculose au Sénégal : la banlieue de Dakar accueille la cérémonie	5-6
FAO-SENEGAL : Les experts chinois aident à l'augmentation de la production de riz dans la vallée.	7
IDEP : L'IDEP renforce les capacités de 25 décideurs africains en formulation de « bonnes » politiques agricoles pour la transformation économique de l'Afrique.	8-9
UNESCO : Accélérer les progrès en Education Pour Tous en Afrique.	9-10
HCR : Mali : A Mopti, l'équation du retour pour les déplacés originaires de Tombouctou.	11-12

ONU : Ban ki-moon, mille jours pour tenir la promesse du Millénaire.



S'il est vrai qu'un voyage de 1.000 kilomètres commence par un seul pas, à compter de cette semaine, nous pourrons marcher pendant 1 000 jours en vue de nous acheminer vers une nouvelle ère.

Le 5 avril, le monde aura atteint une étape cruciale dans la campagne de lutte contre la pauvreté qui a été la plus importante et fructueuse de tous les temps, à savoir l'étape des 1 000 jours qui nous séparent de la date butoir fixée pour réaliser les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire (OMD).

Ces huit objectifs concrets ont été définis en l'an 2000, alors qu'un nombre sans précédent de dirigeants s'étaient réunis à l'Organisation des Nations Unies pour prendre la décision de réduire de moitié la pauvreté et la faim dans le monde, de lutter contre les changements climatiques et les maladies, de s'attaquer au problème de l'eau insalubre et de l'assainissement et d'élargir les possibilités d'éducation et d'emploi pour les filles et les femmes.

Ce n'était pas la première fois que les dirigeants du monde avaient fait de nobles promesses. Les cyniques

Ce bulletin est publié par le Centre d'Information des Nations Unies pour le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal.

Tél. : (221) 338699911

Fax : (221) 338605148

Adresse : Immeuble SOUMEX, Mamelles
Route des Almadies, BP 154 Dakar (Sénégal)

E-mail : unic.dakar@unic.org

Site Web : <http://dakar.unic.org>

prédisaient que les OMD seraient abandonnés car ils étaient trop ambitieux. Or, ces objectifs ont aidé à fixer des priorités mondiales et nationales, à mobiliser les énergies et à obtenir des résultats remarquables.



Ces 10 dernières années, 600 millions de personnes sont sorties de la grande misère, soit une réduction de 50 %. Un nombre encore jamais atteint d'enfants sont sur les bancs de l'école primaire et l'on compte pour la première fois autant de filles que de garçons. La mortalité maternelle et infanto-juvénile a nettement reculé. Les investissements destinés à lutter contre le paludisme, le VIH/sida et la tuberculose ont permis de sauver des millions de vies. En Afrique, le nombre de décès liés au sida a été réduit d'un tiers en à peine six ans.

Mais, dans certains domaines, nous devons réaliser beaucoup d'autres progrès pour atteindre les objectifs et cibles fixés. Trop de femmes continuent de mourir en couches à une époque où nous avons les moyens de les sauver. Trop de quartiers et de villages ne sont toujours pas raccordés à un réseau d'assainissement approprié et la consommation d'une eau insalubre peut être mortelle. Dans bien des endroits du monde, riches et pauvres confondus, les inégalités augmentent. Un trop grand nombre continuent d'être laissés pour compte.

Afin d'accélérer la réalisation des objectifs, la communauté internationale devrait prendre quatre mesures dès à présent.

Tout d'abord, il faut multiplier les interventions efficaces en réalisant des investissements stratégiques et ciblés ayant un effet multiplicateur, pour susciter l'obtention de résultats dans tous les autres domaines : déployer 1 million d'agents sanitaires en Afrique pour desservir des zones difficiles d'accès et empêcher que les mères et les enfants succombent à des maladies qui pourraient être facilement prévenues ou traitées; renforcer les investissements dans les systèmes d'assainissement; garantir l'accès universel aux services de soins de santé primaire, y compris aux soins obstétricaux d'urgence; et fournir les articles nécessaires pour lutter contre le VIH et le paludisme.

Assurer l'égalité d'accès à l'enseignement, aux soins de santé, à l'alimentation et à des débouchés économiques pour les femmes et les filles est un des plus importants facteurs de

progrès et peut ainsi aider à atteindre tous les objectifs.

Par ailleurs, nous devons nous concentrer sur les pays les plus pauvres et les plus vulnérables qui comptent environ 1,5 milliard d'habitants. Ces pays, qui sont souvent aux prises avec la famine, les conflits, une mauvaise gouvernance et une violence à grande échelle du fait de la criminalité organisée, se heurtent à d'énormes difficultés pour réaliser des progrès malgré tous les efforts qu'ils déploient. Nombre d'entre eux n'ont pas encore atteint un seul des OMD. En réalisant des investissements au Sahel, dans la Corne de l'Afrique et en Asie centrale, nous pourrions promouvoir la création d'un cercle « vertueux » reposant sur le développement économique, la sécurité commune et la consolidation de la paix.

De plus, nous devons tenir nos engagements financiers. Les budgets ne sauraient être rééquilibrés au détriment des plus pauvres et des plus faibles. Cela est moralement inacceptable et n'aidera ni les donateurs ni les bénéficiaires. En cette période d'austérité, beaucoup de pays ont toutefois honoré leurs promesses de manière exemplaire. De nouveaux donateurs issus des pays émergents font leur apparition. Nous devrions saluer ces efforts et les encourager.

Enfin, l'étape des 1 000 jours devrait nous engager à agir et susciter la naissance d'un mouvement à l'échelle mondiale, des gouvernements jusqu'aux populations locales, qui jouent un rôle si critique pour assurer le succès des initiatives. Nous devrions aussi exploiter toutes les possibilités offertes par les technologies et les médias sociaux, qui n'étaient pas disponibles lorsque les objectifs ont été formulés au début du siècle.

Les OMD ont montré que les objectifs mondiaux de développement peuvent aider à changer profondément les choses. Ils peuvent mobiliser, unir et inspirer. Ils peuvent susciter l'innovation et les changements dans le monde.

L'obtention de résultats au cours des 1 000 prochains jours n'améliorera pas seulement les vies de millions d'individus, cela créera un nouvel élan alors que nous établissons des plans pour l'après-2015 et que nous entrevoyons les défis à relever pour assurer un développement durable.

Il restera encore beaucoup de chemin à parcourir. Mais, alors que nous envisageons la prochaine génération d'objectifs de développement durable, nous pouvons trouver une inspiration, sachant que les OMD ont montré que, si l'on fait preuve de la volonté politique nécessaire, l'objectif qui consiste à mettre fin à la misère est à notre portée et peut être atteint.

Tirons le meilleur parti possible de ces 1 000 prochains jours et tenons notre promesse du Millénaire.

« L'obtention de résultats au cours des 1 000 prochains jours n'améliorera pas seulement les vies de millions d'individus, cela créera un nouvel élan alors que nous établissons des plans pour l'après-2015 et que nous entrevoyons les défis à relever pour assurer un développement durable. »

Ban ki-moon, Secrétaire Général de l'ONU

UNICEF : Education et Agenda Post 2015 : Après le défi de l'accès, cap sur l'équité et la qualité.

La Consultation mondiale sur l'éducation organisée à Dakar par l'UNICEF, l'UNESCO et d'autres partenaires a constaté les progrès notés dans l'accès. Elle a dégagé de nouvelles priorités en matière d'éducation dans l'agenda de développement après 2015.

La Consultation mondiale sur l'éducation tenue à Dakar les 18 et 19 mars 2013 a réaffirmé la nécessité d'assurer une éducation équitable et de qualité pour tous,



Une fille sur le chemin de l'école

tout au long de la vie, d'ici à l'horizon 2030. Les recommandations issues de la Consultation mettent l'accent sur l'accès universelle à l'éducation et demandent aux **« Etats qui ont la première responsabilité d'assurer ce rôle dans un environnement sûr et sécurisé et prendre en considération les langues nationales dans les premières années d'apprentissage. »**

La Consultation note que si des efforts importants ont été déployés pour améliorer sensiblement l'accès à l'éducation, la qualité reste le plus grand défi à relever. **« L'absence de ressources financières ne devrait pas être un frein à l'accès à l'éducation après 2015 qui doit être une ère d'une éducation gratuite équitable et de qualité pour tous partout dans le monde »**, a notamment souligné Youssouf Sayed, auteur du rapport de la consultation thématique sur l'éducation post 2015.

La Consultation mondiale à Dakar inscrit l'éducation au cœur du développement dans l'après 2015 et met le cap sur l'équité et la qualité. **« Aucun système éducatif ne peut être considéré comme fournissant un enseignement de qualité, si l'inclusion des populations n'est pas une priorité »**, a souligné Gaeta Gupta la Directrice adjointe de l'UNICEF.

Au regard de ces enjeux qui émergent, plus de dix ans après le Forum Mondial sur l'Education, réuni à Dakar en avril 2000, les politiques éducatives doivent être revues et adaptées ainsi que l'a fait remarquer Serigne Mbaye Thiam, Ministre de l'Education Nationale du Sénégal, dévoilant les contours d'une récente Lettre de Politique Sectorielle de l'Education définie pour la période 2013-2025.

« On a constaté qu'au cours des dix dernières années, on a plus mis l'accent sur l'accès en laissant en rade la qualité ou encore une offre égale, c'est ce gap que nous allons résorber. Pour y arriver, il faut assurer une continuité de l'offre éducative, résorber les abris provisoires pour créer un environnement favorable à la qualité des apprentissages et à la réussite des élèves, lutter contre les abandons scolaires, mettre en place un dispositif d'assurance qualité à tous les niveaux et assurer une mobilisation des collectivités et des communautés autour de l'école », a notamment estimé M. Thiam. La Consultation mondiale qui s'est tenue à Dakar fait suite à une série de rencontres régionales.

OMS : Journée mondiale de lutte contre la tuberculose à Keur Massar : Vigilance renforcée.

Le district sanitaire de Keur Massar, situé à 25 km de la Capitale du Sénégal, possède des caractéristiques propres qui constituent des facteurs de risque importants pour l'apparition et la propagation de la tuberculose. Il couvre, en effet, une population de 320.047 habitants dont la majorité vit dans des zones inondées avec de l'eau stagnante et de l'humidité en permanence. Cette



Laboratoire de recherche sur la tuberculose

population à faibles revenus, est en constante augmentation avec l'arrivée de nouveaux habitants, constitués de travailleurs des secteurs public, privé et informel, qui aménagent avec leurs familles dans les nouvelles citées construites par des coopératives d'habitat. La zone de responsabilité du district sanitaire de Keur Massar abrite également la plus importante décharge d'ordures ménagères du pays que des dizaines

de camions déposent au quotidien sur le site de Mbeubeuss, en provenance de tous les quartiers de la région de Dakar. L'élimination de ces ordures par brûlure est responsable d'une pollution qui indispose, non seulement les populations locales, mais aussi, celles d'autres zones du département de Pikine. C'est cette situation qui a justifié le choix du district sanitaire de Keur Massar, qui a enregistré 765 de nouveaux cas de tuberculose en 2012, pour l'organisation de journée mondiale de lutte contre la tuberculose 2013 au Sénégal, le 24 mars.

Pour son engagement et sa ténacité, la Responsable de l'Unité de traitement de la Tuberculose du Centre de santé, Mme Faye Salimata Gaye a reçu une décoration en guise de reconnaissance pour les services rendus à la santé publique. En effet, cette dernière et sa collègue, Mme Sow chargée de l'Education pour la santé, font preuve d'un dévouement exemplaire dans leur travail et, surtout, d'une vigilance permanente afin de limiter le nombre de perdus de vue qui abandonnent leur traitement. Ils sont passés de 42 en 2011 à 54 en 2012. Les fausses adresses, les faux numéros de téléphone, l'émigration sont les principales stratégies utilisées par les patients qui décident d'interrompre le traitement et pour ne pas être retrouvés.

Pour faire face à ce phénomène, Mme Gaye et Mme Sow travaillent en étroite collaboration dans l'exécution des activités IEC et de recherche des perdus de vue avec les infirmiers chefs de poste,

les délégués de quartier, les relais, les « **Badjenu Gox** » (marraines de quartiers), les chefs religieux, les groupements de femmes, les radios communautaires, les tradipraticiens, les enseignants des établissements scolaires publics et privés. Ces différentes activités sont complétées par celles menées par les radios privées avec lesquelles le Programme National de lutte contre la Tuberculose a signé des contrats de prestations de service.



Salimata Gaye Faye recevant sa décoration

Dans son intervention, le Pr Awa Marie Coll Seck, Ministre de la Santé et de l'Action sociale, a exhorté les populations au dépistage précoce, insisté sur l'existence de moyens de diagnostic efficaces, la gratuité du traitement, y compris les médicaments, la nécessité de respecter la durée du traitement et la posologie. Le Ministre de la Santé a ensuite salué la détermination du personnel de santé et sa persévérance, la contribution des élus locaux et du secteur privé, et remercié les partenaires au développement du secteur santé, l'Université de Dakar, le Service de Pneumologie de l'Hôpital de Fann de

Dakar en particulier, pour leur assistance technique et financière.

Délivrant le message du Dr Luis Gomes Sambo, Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, le Dr Alimata Jeanne Diarra-Nama, Représentant de l'OMS au Sénégal, a indiqué que la tuberculose demeure un problème majeur de santé publique dans la Région africaine, qui a enregistré plus de 26 % des cas notifiés dans le monde en 2011. La situation est encore aggravée par la menace de la tuberculose pharmaco résistante et de la tuberculose multi résistante, qui continuent de poser de sérieux problèmes et de compliquer le traitement.

Le Dr Alimata Jeanne Diarra-Nama a félicité le Ministre de la Santé et de l'Action sociale pour avoir réussi à améliorer le taux de détection de la tuberculose, à baisser le taux de perdus de vue et à porter le succès en matière de traitement de 53% en 2001 à 85% en 2010. Le Représentant de l'OMS s'est réjoui de la prise en charge de la tuberculose multi résistante avec l'appui de partenaires comme le Fonds mondial, FHI et UNITAID ainsi que de la démarche participative impliquant les professionnels de la santé à tous les niveaux, les communautés, les ONG et les partenaires internationaux qui a joué un rôle important dans les performances du Programme national de lutte contre la tuberculose.

FAO-Sénégal : Les experts chinois aident à l'augmentation de la production de riz dans la vallée.

La production de riz dans une localité de la région de Dagana, au nord du Sénégal, a été multipliée par 3 en moins d'un an grâce à l'appui de la coopération chinoise et selon les experts chinois, l'auto-suffisance alimentaire en riz est possible au Sénégal. Avec le soutien de la FAO et la participation active de la partie sénégalaise, une équipe de techniciens chinois spécialisés en riziculture séjourne à Dagana depuis septembre 2012 dans le cadre d'une coopération tripartite entre le Sénégal, la Chine et la FAO en vue d'augmenter le niveau de culture de riz et assurer la sécurité alimentaire.

Les conditions sont très favorables pour la culture du riz dans la vallée et selon le Coordonnateur de la



Agriculteurs sénégalais et experts chinois dans un champ à Dagana

mission chinoise du programme de la coopération Sud-Sud, la production pourrait même être multipliée par dix (10) comme c'est le cas en Chine. M. Zhang Benjun, explique que « *toutes les conditions sont parfaitement réunies pour une augmentation de la production de riz et c'est le manque d'expériences des agriculteurs sénégalais qui a été jusque là à l'origine du gâchis et de la sous production* », dit-il. Il a énuméré tous les avantages du terrain avec des terres fertiles, du soleil, une bonne température, beaucoup d'eau dans la vallée avec le fleuve Sénégal en assurant que si l'expérience de Dagana est vulgarisée et amplifiée, le problème de la sécurité alimentaire

en riz sera définitivement résolu au Sénégal.

L'expert chinois a signalé la réussite d'une telle initiative dans d'autres pays de la sous région comme la Guinée ou le Nigéria en indiquant que c'est du ressort de l'Etat d'appuyer le bon suivi de telles politiques et de favoriser la consommation locale du produit. Le riz de vallée avec 2 types, Sahel 108 et Sahel 134, est un produit de bonne qualité avec des semences locales disponibles et accessibles, assure le spécialiste en riz. Le principal défi est d'atteindre l'autosuffisance nécessaire pour des besoins de 900.000 tonnes alors que seules 300.000 tonnes sont produites actuellement.

Le coordonnateur de la mission chinoise a affirmé que ce type de coopération tripartite entre la Chine, la FAO et l'Etat est une première et il se félicite de la réceptivité et de l'intérêt des agriculteurs sénégalais pour le projet qui sera en cours jusqu'en mars 2014. L'équipe chinoise est composée de 21 experts répartis dans 4 sites à travers le Sénégal : Louga pour l'horticulture et l'élevage, Kaolack pour l'amélioration des sols, Richard Toll pour l'aquaculture et Dagana pour la riziculture.



Champ pilote de riz à Dagana

IDEP : renforce les capacités de 25 décideurs africains en formulation de « bonnes » politiques agricoles pour la transformation économique de l'Afrique.

L'Institut Africain de Développement Economique et de Planification des Nations Unies (IDEP) a accueilli, du 18 au 29 mars 2013, 25 cadres africains, issus de 12 pays anglophones et de 12 pays francophones d'Afrique, dans le cadre de son premier cours de courte durée pour l'année 2013 qui a porté sur la « Politique agricole en Afrique ».

Le développement du secteur agricole fait partie des différents défis que l'Afrique doit relever pour réellement se transformer, transformer sa situation économique. C'est pourquoi il est important de renforcer les capacités des décideurs africains dans le domaine de la politique agricole. Des problèmes comme la crise alimentaire qui prend de l'ampleur au niveau du continent doivent être résolus tandis que de nouvelles questions se posent dans le domaine agricole en Afrique avec l'accaparement des terres par des acteurs internatio-



Pr Herbert Robinson devant le micro (au centre)

naux, entre autres. L'importance de l'apport de l'agriculture dans l'économie africaine doit être bien évaluée et valorisée, et ceci n'est possible qu'avec de « bonnes politiques agricoles » qui prennent en compte les réalités et l'intérêt des pays du continent. L'agriculture, a insisté Pr Robinson, Chef de la Division Formation de l'IDEP, joue un rôle central dans la création d'emplois au niveau local. Il a poursuivi en soulignant que les matières premières obtenues de l'activité agricole peuvent être transformées par les industries africaines. Le changement climatique est aussi un problème qui se pose pour le développement de l'agriculture en Afrique et les acteurs et décideurs du secteur ont besoin d'être dotés des compétences et outils pertinents pour y faire face. Pr Robinson n'a pas oublié dans son intervention les questions de l'accès équitable aux terres, de l'introduction des organismes génétiquement modifiés qui avec les autres sujets pertinents dont il a traité justifient le besoin constant de renforcer les capacités des décideurs africains. Il a aussi insisté sur différents besoins comme la nécessité d'avoir un secteur agricole sensible au genre, la nécessité de disposer d'infrastructures appropriées au niveau du continent, des industries, par exemple, que l'Afrique se doit de satisfaire pour atteindre la transformation économique visée. C'est cet objectif que l'IDEP vise à remplir, fort de son mandat qui comprend la formation et le renforcement des capacités des cadres africains de niveau supérieur et intermédiaire dans des domaines pertinents du développement économique et de la planification du développement.

C'est ainsi qu'il dispense, sur une base annuelle, le cours de courte durée sur « **Politique agricole en Afrique** ». Ce cours vise à fournir une formation en politique agricole pour le renforcement et/ou le renouvellement des connaissances et des compétences des décideurs politiques africains, les cadres supérieurs, les négociateurs, les conseillers, les planificateurs et les analystes y compris, pour leur permettre de relever les principaux défis qui se posent quand on veut faire du secteur agricole le principal moteur du développement économique et de la politique sociale d'un pays.

UNESCO : Accélérer les progrès en Education Pour Tous en Afrique.

Un bon nombre de pays africains ont exprimé leur volonté à s'engager dans le processus d'accélération des progrès EPT d'ici 2015. Le premier groupe comprenant l'Angola, la Côte d'Ivoire, le Lesotho, le Kenya, le Niger, le Sénégal, le Swaziland et la Zambie se sont réunis à Dakar, Sénégal du 20-23 mars 2013 pour élaborer des plans dans le cadre du processus d'accélération y compris des plans de mobilisation des partenaires, de mise en œuvre, de suivi et évaluation et de plaidoyer.

Cette rencontre de 4 jours a donné lieu à une série de présentations mais aussi d'exercices pratiques facilitées par différents partenaires et parties prenantes, qui ont convenu d'unir leurs efforts afin d'accélérer considérablement les progrès vers des objectifs EPT sélectionnés.

Des conseils pratiques, du travail en groupes et des exercices de simulation ont permis aux participants de bien saisir les processus. L'idée est qu'en rentrant dans leurs pays respectifs, les participants puissent engager immédiatement des actions en réorientant des activités et des res-



sources dans le cadre des processus et plans sectoriels existants.

« Nous avons besoin d'agir maintenant. L'Education Pour Tous reste un programme inachevé » déclare Ann Therese Ndong-Jatta, Directrice du Bureau régional de l'UNESCO à Dakar. **« En dépit des progrès remarquables accomplis en éducation dans la plupart des pays d'Afrique, il est évident que si les tendances actuelles se poursuivent, la majorité d'entre eux n'atteindront pas les objectifs EPT de 2015 ».**

31 pays africains n'y arriveront pas

Selon les profils pays élaborés par l'UNESCO Dakar en 2012, au moins 31 pays sur les 44 considérés n'atteindront pas les objectifs EPT d'ici 2015.

« Une bonne nouvelle cependant: 12 pays ont encore la chance d'atteindre les objectifs si des actions sont prises à cet effet » poursuit Ndong-Jatta. **« Nous souhaitons soutenir les pays afin qu'ils améliorent leur situation en EPT en s'engageant, pour 2013 – 2015, dans des processus d'accélération viables.»** La Directrice de l'UNESCO a souligné que les conflits armés et les crises financières successives sont des obstacles majeurs à la réalisation des promesses d'Education Pour Tous.

Un dernier élan

Lors de la Consultation mondiale EPT tenue à l'UNESCO-Paris en novembre 2012, les Ministres de l'Education se sont engagés à accélérer les efforts pour l'atteinte des objectifs EPT 2015. La rencontre du premier groupe de pays est en cours à Dakar, le second se réunira incessamment.

L'initiative d'accélération aura 5 étapes majeures:

1. Mobilisation de l'engagement politique au haut niveau (Ministres) et des partenaires dans le processus d'accélération de l'EPT
2. Mise à disposition d'appuis techniques pour l'élaboration et la validation des plans nationaux d'accélération
3. S'engager dans des exercices réguliers de suivi et évaluation
4. Partager avec d'autres pays l'expérience sur le processus, les leçons apprises
5. Evaluation finale du processus d'accélération.

L'initiative d'accélération est coordonnée par un comité composé de l'UNESCO, l'UNICEF, l'ADEA, l'ANCEFA, le FAWE, Save the Children et la CONFEMEN. Il est soutenu par l'UNESCO en particulier son Bureau régional de Dakar en partenariat avec l'Union Africaine, les Communautés Economiques Régionales, les Agences des Nations Unies, des Organisations intergouvernementales, des représentants de la Société civile et du secteur privé.

Mali : A Mopti, l'équation du retour pour les déplacés originaires de Tombouctou.



La liaison entre Mopti et Tombouctou assurée par bateau

La ville ancienne de Mopti, avec sa mosquée en terre, est située au confluent du Niger, le fleuve le plus long d'Afrique occidentale, et de son affluent, le Bani.

La situation de Mopti en fait le principal port fluvial du Mali et la porte d'entrée vers le nord du pays, une région où l'armée malienne, appuyée par les forces françaises et ouest-africaines, lutte contre les rebelles liés à Al-Qaïda.

Youba Traoré, âgé de 33 ans, est enseignant en école primaire. Il a fui sa maison dans la ville de Tombouctou, au nord, à

fin avril, lorsque les groupes rebelles avaient repoussé les forces gouvernementales et occupé la ville. Il fait partie de la population déplacée interne au Mali qui compte plus de 280 000 personnes.

Suite à la récente reprise de Tombouctou par les forces françaises et maliennes, Youba Traoré a laissé derrière lui sa famille dans la capitale Bamako pour rejoindre Mopti où il a acheté un billet de deuxième classe sur un bateau qui le ramènerait chez lui après deux jours de voyage.

« Je veux d'abord me rendre compte de la situation à Tombouctou », explique-t-il au HCR. **« Si tout va bien, je reviendrai et j'irai les chercher. »**

Les routes et les aéroports restent fermés au trafic civil du fait du conflit et le fleuve est actuellement la seule façon de rejoindre le nord du pays.

Aïcha Ayida prévoyait également de prendre le bateau pour la longue traversée vers Tombouctou avec ses deux fils âgés de quatre ans et 18 mois. Déracinés par le conflit depuis huit mois, elle tente de survivre dans une famille d'accueil à Bamako. **« J'ai entendu dire que la sécurité est désormais suffisante pour rentrer »,** déclare-t-elle. **« Aussi car cela devenait de plus en plus difficile pour moi de rester dans la famille d'accueil »,** ajoute-t-elle.

Dans un site de tentes où sont hébergées 70 familles déplacées internes à la périphérie de Mopti, les habitants se sont montrés plus prudents quant à la décision de rentrer chez eux au nord du Mali. **« Nous attendons tous que la situation redevienne calme et que la sécurité soit restaurée »,** explique Boubakar Traoré, âgé de 56 ans, un mécanicien originaire de la ville de Hombori. Il est également le président de l'association locale des personnes déplacées internes.

Leur prudence se justifie. Ce week-end, un groupe rebelle lié à Al-Qaïda a attaqué Gao, la plus grande ville du nord qui avait été reprise par les troupes maliennes et françaises il y a deux semaines. Les troupes maliennes appuyées par les véhicules blindés et les hélicoptères de combat français ont repris le contrôle de la ville lundi, après de lourds combats qui ont duré plusieurs heures avec un lourd bilan, y compris des civils.

L'insécurité persistante est le principal obstacle à un retour durable pour les déplacés, mais ce n'est pas le seul. « **La situation est critique dans le nord** », expliqué Youba Traoré, le mécanicien. « **Ce qui nous attend sur place, c'est pire que la situation ici. Il y a une pénurie de vivres, nous avons perdu notre bétail et nos maisons n'ont pas été entretenues depuis tant de mois. Nous aurons besoin d'aide lorsque nous serons rentrés.** »

Le bureau du HCR à Mopti a rouvert en début de mois après avoir été fermé pour raisons de sécurité durant l'avancée des rebelles. L'agence pour les réfugiés et ses partenaires distribuent du matériel de secours comme des bâches goudronnées et des jerrycans à 234 familles déplacées parmi les plus vulnérables à Mopti. De précédentes distributions en novembre et en décembre ont bénéficié à des milliers de familles. Une cargaison supplémentaire de biens de secours pour jusqu'à 9 000 familles arrive au Mali, y compris des matelas, des couvertures, des bâches goudronnées, des moustiquaires et des ustensiles de cuisine.

Plus de 450.000 personnes ont été forcées de quitter leurs maisons du fait du conflit au Mali, y compris quelque 282.000 déplacés et 177.000 réfugiés qui ont traversé la frontière vers la Mauritanie, le Niger, le Burkina Faso et l'Algérie.

Le total des besoins financiers du HCR pour son opération au Mali, au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger en 2013 s'élève à 112 millions de dollars. Le HCR appelle à des contributions urgentes de la part des donateurs afin de poursuivre ses programmes d'assistance. (A Mopti, Williams Spindler)

Ils sont arrivés



Robert Piper, Nouveau Coordonnateur Humanitaire Régional pour le Sahel.

Robert Piper, le nouveau Coordonnateur humanitaire régional pour le Sahel, a pris ses fonctions le 7 mars 2013. Il succède à David Gressly.

De nationalité australienne, Robert Piper fort de 24 ans d'expérience avec l'ONU, a occupé précédemment les fonctions de Coordonnateur résident / Coordonnateur humanitaire au Kosovo et au Népal. Il a aussi exercé en tant que chef de cabinet du Président Clinton lorsque ce dernier dirigeait les efforts internationaux de reconstruction après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien. Robert Piper a également une expérience en tant que conseiller principal pour la réforme des Nations Unies au Siège du PNUD, un passage en tant qu'adjoint au bureau devenu actuellement le Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUD et divers postes de longue durée sur le terrain, en Thaïlande, au Cambodge et à Fidji. Son expérience s'étend de la consolidation de la paix à la réduction des risques, au développement et à la coordination humanitaire, toutes ces activités sont particulièrement pertinentes pour les défis complexes auxquels fait face le Sahel.

AGENDA

Date	Activités
10 Avril 2013	Célébration de la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et du commerce transatlantique d'esclaves. Les élèves du lycée des parcelles assainies et de la Maison d'éducation Mariama Ba vont animer une conférence à Gorée